

Besoins exprimés - et diagnostic initial	Objectifs [Interventions souhaitées / Résultats attendus]	Action(s) préconisée(s) prioritaires actions pour répondre à l'objectif	Films ou films identifiés	Partenaires du projet / Partenariats existants	Indicateurs d'évaluation QUANTITATIFS	Indicateurs d'évaluation QUALitatifs
La mise en œuvre et le suivi de la CTG						
Des partenaires institutionnels conscients des difficultés d'articulation des cadres structuraux (CTG, CDV, CDSI, CLS...). Des modalités collaboratives nouvelles à créer avec les opérateurs.	Créer les conditions permettant une mise en œuvre progressive du conventionnement (structuration du territoire, développement des partenariats, suivi de la mise en œuvre...) et son articulation avec les autres leviers existant sur le territoire en matière de politique éducative et sociale (contrat de ville, contrat local de ville, LPM, CLP...)	Conformer la mise en place d'une organisation de travail à vocation transversale et collaborative : mixer des articulations entre leviers	Films : L'articulation des agendas institutionnels. L'impression de ce que c'est-ce-là la CTG précédente n'a pas pu se mettre en place. Levier : le rassemblement annuel existe depuis désormais 3 ans, il est reconnu par l'ensemble des partenaires comme un atout pour le territoire. Le groupe de travail interne existe aussi depuis 4 ans et fait déjà tout à l'y riposter.	Porteur : Ville (Direction des Solidarités) Associé : CAJ, Etat, CPSED, Département, AAS	Nombre de réunions/temps de travail présentés au sein des instances présentes sur ces temps. Nombre d'actions créées par ce nouveau fonctionnement. Fréquence d'utilisation du répertoire numérétique.	Première échange inter-institutionnel pour poser les bases de ce nouveau fonctionnement en lien avec la mise en œuvre de travail interne ville après la période estivale 2023. Réactivation du répertoire numérétique courant du second semestre 2023.
PETITE ENFANCE						
Caractériser les zones d'accueil insuffisantes	Renseigner les besoins des enfants de moins de 3 ans et de leurs familles, ainsi que les modes d'accueil disponibles sur le territoire ; Réaliser le recensement des demandes des familles et futurs parents (via l'enquête nationale enfance notamment) ;	Etablir un état des lieux des moyens et des outils à disposition pour le recensement Adapter la porte de Responsable BP aux objectifs du SPPE Assurer le lien entre les différentes structures PE du territoire	Une mobilité est à prévoir sur le poste de Responsable BP La mobilisation d'autres services sera nécessaire au développement des outils (expertise informatique...)	Porteur : ville, direction des solidarités, associations locales, service pour habitants (AAS, État civil...)	Génération des données nécessaires pour le poste de RPE	Début janvier 2026 et date de départ retraite RPE
Affiner les demandes des familles. Actuellement la plupart des parents cachent hors demandés sur les plages d'ouverture des structures	Informer et accompagner les familles et futurs parents (via le relais petite enfance notamment) ;	Renforcer le recueil des pré-inscriptions, dues en lien direct avec les familles, pour une meilleure communication et compréhension de l'offre de service en lien avec leurs besoins Pourvuons les actions vis-à-vis des familles déjà organisées par le service	Le service Petite Enfance compte cette année une nouvelle fois sur sa capacité à travailler ensemble pour impulser et optimiser l'information et l'accompagnement aux familles	Porteur : Ville, Direction des Solidarités, Service Informatique (logiciel), autre terrainet	Satisfaction des familles	Début de l'année 2028 et manifestation (tout si long de toutes les années)
Nécessité d'avoir un regard actuel sur l'évolution de l'adéquation entre les demandes des familles et l'offre de service	Mettre le développement des modes d'accueil, avec notamment la formation d'un accompagnement personnalisé de l'enfant ;	Faire correspondre les modes d'accueil et les demandes des familles	Identifier la fréquence du suivi à mettre en place afin d'utiliser les données dans le réajustement des politiques	Porteur : Ville, Direction des Solidarités, Service Informatique	Permanence de l'utilisation des indicateurs Satisfaction des familles	2026-2027
Beaucoup de comportements inadaptes à l'âge des enfants sont observés sur les structures d'accueil en lien avec la consommation de sucre. Les parents semblent confrontés à de nouvelles problématiques pour lesquels ils n'ont pas toujours les outils ou les connaissances nécessaires (contrôle parental, alimentation...).	Soutenir la qualité des modes d'accueil sur le territoire.	Poursuivre la dynamique de formation et d'analyse de pratiques Maintenir les journées pédagogiques gratuites Renforcer le dispositif LAEP (formation, organisation, ouvertures au public...)	Les Moyens humains et financiers auront un impact sur cet item	Porteur : Ville, Direction des Solidarités, Département, AAS, CPSED	Satisfaction des familles Développement des compétences en matière d'usage des médias et des objets numériques	Sur les 4 ans
De nombreux jeunes habitent Limay (cf AAS 2021). La intervention actuelle du service jeunesse ne semble pas être adéquate avec les aspirations de ceux-ci et pourrait être améliorée. Une intervention de la ville existe depuis plusieurs années auprès de ce public en matière de soutien scolaire mais elle n'est pas satisfaisante (notamment due au manque de moyens).	Accompagner la jeunesse limoyenne via des projets structurants dans leur construction de vie de jeunes adultes	Rédéfinition de la politique jeunesse communale via la mise en œuvre d'un diagnostic pour atteindre les objectifs de : développer les pratiques "d'allier vers" (médiation, animation de rue)... proposer une offre de temps libre inclusive et enrichissante, faciliter et accompagner l'engagement humain et citoyen	Ville (Direction Jeunesse), Département, AAS, CPSED	Date effective de relation de la Direction et de conclusion de l'intervention Nombre de relations mises en œuvre pour définir et formaliser le projet. Nature et statut des participants au projet.	Capacité de la collectivité à réaliser un diagnostic et à assurer la mise en œuvre collective associée les coparticipants accueillis institutionnellement du domaine dans la formulation du projet. Maturité des acteurs sollicités individuellement dans le processus participatif.	Création d'une nouvelle direction avec embauche d'un Directeur adjoint (mai 2023)

